

DELIBERATION N° 2007/09-05 - TRANSFERT DE PROPRIETE DU PARKING CROIX-DE-BOURGOGNE A NANCY - APPROBATION DE L'AJUSTEMENT DE L'ATTRIBUTION DE COMPENSATION DE LA VILLE DE NANCY A COMPTER DE L'EXERCICE 2007

Monsieur KIELISZEK, rapporteur, indique à l'Assemblée que la Communauté Urbaine du Grand Nancy a acquis, par délibération du 6 juillet 2007, le parking Croix-de-Bourgogne auprès de la ville de Nancy qui l'exploite en régie depuis sa construction en 1994-1995.

Ce parking, qui répond aujourd'hui à la demande des activités économiques et des riverains, sous forme d'abonnements, pourra, par des possibilités d'extension rendues possibles grâce au dimensionnement des superstructures, répondre à une demande de parc-relais tram compte tenu de sa situation au niveau de la station Kennedy, pourra également être utilisé comme complément aux autres parkings du quartier Gare en accueillant les abonnements longue durée, et pourra enfin servir de complément au futur Palais des Congrès pour en optimiser la capacité ou absorber les pointes de fréquentation.

Après délibérations conjointes de la ville de Nancy et du Grand Nancy définissant les modalités du transfert, l'évaluation des charges transférées a été soumise le 10 juillet 2007 à l'examen de la commission ad hoc, qui, conformément à l'article 1609 nonies C du code général des impôts et sur la base des comptes administratifs des trois derniers exercices clos de la ville de Nancy, a retenu les dépenses, intégrant les charges de renouvellement et les charges financières, et recettes de fonctionnement suivantes :

	2006	2005	2004
Dépenses Fonctionnement			
Charges de fonctionnement	71 320	30 950	20 124
Amortissement	8 288	7 014	0
Intérêts dette	14 346	17 840	21 172
dépenses totales	93 955	55 804	41 295
Recette Fonctionnement			
Abonnements	105 811	134 122	80 919
Excédent Fonctionnement	11 857	78 317	39 624

Le surplus de recettes fait apparaître un produit moyen annualisé de 43 264 € qui serait ajouté au montant de l'attribution de compensation versée à la ville de Nancy, en contrepartie de la perte de recettes. Celle-ci s'établirait désormais à 21 767 400 €.

L'évaluation effectuée par cette commission doit faire ensuite l'objet d'un accord à la majorité qualifiée des conseils municipaux dans les conditions fixées au 1er alinéa du II de l'article L5211-5 du CGCT. Cet accord doit être exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux représentant plus de la moitié de la population totale des communes membres ou bien par la moitié au moins des conseils municipaux représentant les deux tiers de la population.

Le CONSEIL MUNICIPAL, après en avoir délibéré,
décide par 18 voix pour et 7 abstentions (M. GAUZELIN, Mmes BERTRAND, THIRIET et M. NOEL du Groupe Ludres Autrement et MM. FRANOUX, SAUTROT et Mme PELLÉ du Groupe Ludres Notre Ville) :

- de retenir, à compter de l'exercice 2007 pour la commune de Nancy, le montant de l'attribution de compensation de 21 767 400 €.

Pour les autres communes, les attributions de compensation ne sont pas modifiées.